



CHAPITRE 163

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE

INTERPRÉTATION

Défini-
tions.

1. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

"exploit-
ation
agricole";

a) "exploitation agricole" signifie: une ferme mise en valeur par l'exploitant lui-même ou par l'entremise d'employés;

"associa-
tion";

b) "association" comprend: un syndicat professionnel, une union ou fédération de tels syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs *bona fide* ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité;

"comité";

c) "comité" désigne: le comité paritaire constitué à la suite d'un décret;

"conven-
tion col-
lective",
ou "con-
vention";

d) "convention collective" ou "convention" signifie: une entente relative aux conditions de travail conclue entre des personnes agissant pour une ou plusieurs associations de salariés, et un ou plusieurs employeurs ou personnes agissant pour une ou plusieurs associations d'employeurs;

"décret";

e) "décret" signifie: l'arrêté ministériel rendant obligatoire, modifiant, prolongeant ou abrogeant une convention collective;

"employ-
eur";

f) "employeur" comprend: tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail par un salarié;

"employ-
eur pro-
fession-
nel";

g) "employeur professionnel" désigne: un employeur qui habituellement a à son emploi des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet d'un décret;

CHAPTER 163

COLLECTIVE AGREEMENT ACT

INTERPRETATION

1. In this act and in its application, unless the context requires otherwise, the following words and expressions have the meaning hereinafter given to them;

a. "Agricultural exploitation" means "Agricultural exploitation";

b. "Association" includes a professional "Association";

c. "Committee" means the parity com- "Com-
mittee, constituted as a result of a decree; mittee";

d. "Collective agreement" or "agree- " Collec-
ment" means any arrangement respecting tive
working conditions entered into between agree-
persons acting for one or more associations ment";

e. "Decree" means an order-in-council "Decree";
making obligatory, amending, extending or
repealing any collective agreement;

f. "Employer" includes any individual, "Em-
partnership, firm or corporation who or ployer";
which has work done by an employee;

g. "Professional employer" means an "Profes-
employer who habitually has employees in sional
his employ for any kind of work which is em-
the object of a decree; ployer";

"ministre"; h) "ministre" signifie: le ministre du travail de la province de Québec;

"salaire"; i) "salaire" signifie: la rémunération en monnaie courante et les compensations ou avantages ayant une valeur pécuniaire que détermine un décret, pour le travail qu'il régit;

"salarié"; j) "salarié" signifie: tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société;

"salarié permanent"; k) "salarié permanent" désigne: le salarié préposé uniquement à l'entretien d'une église, chapelle, cimetière, séminaire, collège, couvent, monastère, hôpital, orphelinat, asile, crèche, hôtel, maison de rapport, édifice à bureaux, immeubles ou ensemble de constructions utilisés comme établissement manufacturier ou industriel, si le louage d'ouvrage de ce salarié pour cet immeuble particulier est convenu pour une période d'au moins six mois;

"construction". l) "construction" comprend: démolition. 4 Geo. VI, c. 38, a. 1.

h. "Minister" means the Minister of Labour of the Province of Quebec;

i. "Wage" means the remuneration in currency, and the compensation or benefits of a pecuniary value as determined in the decree for the labour governed by it;

j. "Employee" means any apprentice, unskilled labourer or workman, skilled workman, journeyman, artisan, clerk or employee, working individually or in a crew or in partnership;

k. "Permanent employee" means the employee entrusted solely with the maintenance of a church, chapel, cemetery, seminary, college, convent, monastery, hospital, orphanage, asylum, foundling hospital, hotel, lodging-house, office building, immoveables or collection of buildings used as a manufacturing or industrial establishment, if the hiring of the work of such employee for such particular immovable is made for a period of at least six months;

l. "Construction" includes demolition. 4 Geo. VI, c. 38, s. 1.

EXTENSION JURIDIQUE

JURIDICAL EXTENSION

Décret. 2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter qu'une convention collective relative à un métier, à une industrie, à un commerce ou à une profession, lie également tous les salariés et tous les employeurs de la province, ou d'une région déterminée de la province, dans le champ d'application défini dans ce décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 2.

Demande. 3. Toute partie à une convention peut demander au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du décret prévu à l'article précédent. 4 Geo. VI, c. 38, a. 3.

Requête. 4. Une requête à cette fin est adressée au ministre du travail; celle-ci est accompagnée d'une copie conforme de la convention.

Fusion. Un seul décret peut être rendu à la suite de la réception de plusieurs conventions. 4 Geo. VI, c. 38, a. 4.

Publication de la convention. 5. La convention est publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, dans un journal publié en langue française et dans un

2. The Lieutenant-Governor-in-Council may order that a collective agreement respecting any trade, industry, commerce or occupation shall also bind all the employees and employers in the Province or in a stated region of the Province, within the scope determined in such decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 2.

3. Any party to an agreement may apply to the Lieutenant-Governor-in-Council for the passing of the decree contemplated in the preceding section. 4 Geo. VI, c. 38, s. 3.

4. A petition to that effect shall be addressed to the Minister of Labour. The petition must be accompanied by a true copy of the agreement.

A single decree may be passed upon the receipt of several agreements. 4 Geo. VI, c. 38, s. 4.

5. The agreement shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in a newspaper published in the French language and in

journal publié en langue anglaise, avec avis de la réception d'une requête en demandant l'extension.

Avis. L'avis comporte que toute objection doit être formulée dans les trente jours.

Enquête. Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de la requête, ou de toute objection formulée à l'encontre. 4 Geo. VI, c. 38, a. 5.

**Approba-
tion de la
requête.** 6. A l'expiration du délai, ou après la tenue de l'enquête prévue à l'article 5, le ministre, s'il juge que les dispositions de la convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail, sans grave inconvénient pouvant résulter de la concurrence des pays étrangers ou des autres provinces, peut recommander l'approbation de la requête par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les modifications jugées opportunes, et l'adoption d'un décret à cette fin.

**Condi-
tions éco-
nomi-
ques.** Il doit être tenu compte des conditions économiques particulières aux diverses régions de la province. 4 Geo. VI, c. 38, a. 6.

**Entrée en
vigueur.** 7. Le décret comportant l'approbation de la requête entre et demeure en vigueur à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ou de la date ultérieure qui y est fixée. 4 Geo. VI, c. 38, a. 7.

**Prolonga-
tion ou
abroga-
tion.** 8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger ou, en tout temps, abroger le décret.

**Modifica-
tion.** Après consultation des parties contractantes ou du comité, et publication d'un avis en la manière prévue pour la convention, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le décret sur recommandation du ministre conforme à l'article 6 ci-dessus.

**Entrée en
vigueur.** Les dispositions de l'article 7 sont applicables au décret d'abrogation ou de modification, mais non au décret de prolongation qui entre et demeure en vigueur à compter de son adoption.

**Publica-
tion.** Cependant, le décret de prolongation doit être publié, le plus tôt possible, dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Geo. VI, c. 38, a. 8.

a newspaper published in the English language, with a notice of the receipt of a petition for its extension.

The notice shall require that any objection must be made within thirty days.

Notice. The Minister may order the holding of an inquiry as to whether or not the petition or any objection made thereto is well-founded. 4 Geo. VI, c. 38, s. 5.

**Approval
of
petition.** 6. At the expiration of the delay, or after the holding of the inquiry contemplated in section 5, the Minister, if he deems that the provisions of the agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of conditions of labour, without serious inconvenience resulting from the competition of outside countries or the other provinces, may recommend the approval of the petition by the Lieutenant-Governor in Council, with such changes as are deemed expedient, and the passing of a decree for such purpose.

The economic conditions peculiar to the various regions of the Province must be taken into consideration. 4 Geo. VI, c. 38, s. 6.

**Coming
to force.** 7. The decree establishing the approval of the petition shall come into and remain in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, or from a later date therein fixed. 4 Geo. VI, c. 38, s. 7.

**Exten-
sion or
repeal.** 8. The Lieutenant-Governor in Council may extend or, at any time, repeal the decree.

**Amend-
ments.** After consulting with the contracting parties or the committee, and after publication of a notice as provided for the agreement, the Lieutenant-Governor in Council may amend the decree upon the recommendation of the Minister in conformity with section 6.

The provisions of section 7 shall apply to the decree of repeal or of amendment, but not to the decree of extension which shall come into and remain in force from the date of its adoption.

**Publica-
tion.** The extension decree, however, must be published as soon as possible in the *Quebec Official Gazette*. 4 Geo. VI, c. 38, s. 8.

EFFETS DU DÉCRET

EFFECT OF DECREE

Disposi-
tions
obliga-
toires.

9. Lorsqu'un décret est rendu en vertu de l'article 2, les dispositions de la convention, modifiées ou non, qui deviennent obligatoires, sont celles relatives au salaire, à la durée du travail, à l'apprentissage et au rapport entre le nombre des ouvriers qualifiés et celui des apprentis dans une entreprise donnée. 4 Geo. VI, c. 38, a. 9.

9. Whenever a decree is passed under section 2, the provisions of the agreement, whether amended or not, which become obligatory, are those respecting wages, hours of labour, apprenticeship and the proportion between the number of skilled workmen and that of apprentices in a given undertaking. 4 Geo. VI, c. 38, s. 9.

Provisions
obliga-
tory.Autres
disposi-
tions obli-
gatoires.

10. Le décret peut rendre obligatoires, avec ou sans modification, les dispositions de la convention relatives à la classification des opérations et à la détermination de différentes catégories de salariés et d'employeurs, ainsi que celles que le lieutenant-gouverneur en conseil estime conformes à l'esprit de la loi.

10. The decree may also render obligatory, with or without amendment, the provisions of the agreement respecting the classification of operations and the determining of the various classes of employees and employers, and also such provisions as the Lieutenant-Governor in Council may deem in conformity with the spirit of this act.

Other pro-
visions
obliga-
tory.Parties
contrac-
tantes.

Le décret peut ordonner que certaines personnes ou associations soient traitées comme parties contractantes.

The decree may order that certain persons or associations shall be treated as contracting parties.

Contract-
ing
parties.Salariés
perma-
nents.

Le décret peut, pour les salariés permanents, autoriser un salaire différent de celui prévu pour les autres salariés.

The decree may authorize a different wage for permanent employees from that provided for the other employees.

Perma-
nent em-
ployees.Prix mi-
nima
obliga-
toires.

Le décret peut rendre obligatoires des prix minima à être chargés au public pour les services des barbiers et coiffeurs. 4 Geo. VI, c. 38, a. 10; 5 Geo. VI, c. 60, a. 1.

The decree may render obligatory minimum prices to be charged to the public for the services of barbers and hairdressers. 4 Geo. VI, c. 38, s. 10; 5 Geo. VI, c. 60, s. 1.

Obliga-
tory mini-
mum
prices.Disposi-
tions
d'ordre
public.

11. Les dispositions du décret sont d'ordre public, régissent et gouvernent tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par la convention, dans la juridiction déterminée par le décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 11.

11. The provisions of the decree entail a matter of public order and shall govern and rule any work of the same nature or kind as that contemplated by the agreement, within the jurisdiction determined by the decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 11.

Matter of
public
order.Droit au
salaire
fixé.

12. Quelle que soit l'occupation de l'employeur, il est prohibé de stipuler un salaire différent de celui fixé par le décret. Malgré telle stipulation, et sans qu'il soit nécessaire d'en demander la nullité, le salarié a droit de recevoir le salaire fixé par le décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 12.

12. Whatever be the employer's occupation, it is forbidden to stipulate a wage different from that fixed by the decree. Notwithstanding any such stipulation and without it being necessary to demand the nullity thereof, the employee is entitled to recover the wage fixed by the decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 12.

Right to
fixed
wage.Conven-
tions plus
avanta-
geuses.

13. A moins qu'elles ne soient expressément interdites par le décret, les clauses d'un louage de travail sont valables et licites, nonobstant les dispositions des articles 9, 10, 11 et 12 ci-dessus, dans la mesure où elles prévoient pour le salarié une rémunération en monnaie courante

13. Unless expressly forbidden by the provisions of the decree, the clauses of a lease and hire of work shall be valid and lawful, notwithstanding the provisions of the above sections 9, 10, 11 and 12, in so far as they provide, in favour of the employee, a higher monetary remuneration

More
favour-
able
agree-
ment.

plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 13.

in currency or more extended compensation or benefits than those fixed by the decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 13.

Solida-
rité.

14. Tout employeur professionnel qui contracte avec un sous-entrepreneur ou sous-traitant, directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 14.

14. Every professional employer contracting with a sub-entrepreneur or a subcontractor, directly or through an intermediary, shall be jointly and severally responsible with such sub-entrepreneur or sub-contractor and any intermediary, for the payment of the wage fixed by the decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 14.

Présomp-
tion de
légalité.

15. La publication du décret dans la *Gazette officielle de Québec* rend non recevable toute contestation soulevant l'incapacité des parties à la convention, l'invalidité de cette dernière et l'insuffisance des avis; et à tous autres égards, elle crée généralement une présomption *juris et de jure* établissant la légalité de tous les procédés relatifs à son adoption. 4 Geo. VI, c. 38, a. 15.

15. The publication of the decree in the *Quebec Official Gazette* shall bar any contestation alleging the incapacity of the parties to the agreement, the invalidity thereof and the insufficiency of notices; and, in all other respects, it shall create generally a presumption, *juris et de jure*, establishing the legality of all proceedings relating to its adoption. 4 Geo. VI, c. 38, s. 15.

LE COMITÉ PARITAIRE: SES DROITS,
PRIVILÈGES ET OBLIGATIONS

PARITY COMMITTEE: RIGHTS, PRIVILEGES
AND OBLIGATIONS

Forma-
tion du
comité.

16. Les parties à une convention collective rendue obligatoire doivent constituer un comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements.

16. The parties to a collective agreement rendered obligatory must form a parity committee to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals.

Comité
existant.

Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, du consentement des parties à une convention collective ou du comité par elles formé, ordonner que l'observance d'un décret soit surveillée et assurée par un comité déjà existant, si ce dernier y consent. 4 Geo. VI, c. 38, a. 16.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, with the consent of the parties to a collective agreement or of the committee formed by them, order that the observance of a decree be supervised and ensured by an already-existing committee, if the latter consent thereto. 4 Geo. VI, c. 38, s. 16.

Membres
adjoints.

17. Le ministre peut en tout temps, aux conditions et pour le terme qu'il juge à propos, adjoindre au comité tels membres, n'excédant pas quatre, qui lui sont désignés en nombre égal par des employeurs et des salariés, non parties à la convention. 4 Geo. VI, c. 38, a. 17.

17. The Minister may, at any time, upon such conditions and for such term as he deems proper, add to the committee such members, not exceeding four, as are submitted to him in equal number by the employers and employees who are not parties to the agreement. 4 Geo. VI, c. 38, s. 17.

Règle-
ments.

18. Le comité élabore des règlements pour sa formation, le nombre de ses membres, leur admission et leur remplacement, la nomination de substituts, l'ad-

18. The committee shall adopt regulations for its formation, the number of its members, their admission, their replacing, the appointing of substitutes and

ministration des fonds, fixe son siège social, détermine le nom sous lequel il sera désigné, et, généralement, prépare tout règlement pour sa régie interne et l'exercice des droits à lui conférés par la loi.

Remplacement des membres.

Malgré toutes dispositions relatives au remplacement des membres du comité à ce contraires contenues dans les règlements, la partie à la convention peut, après une période d'un an, remplacer le membre qu'elle a désigné. 4 Geo. VI, c. 38, a. 18.

Approbation des règlements.

19. Les règlements prévus à l'article précédent sont transmis au ministre et sont approuvés, avec ou sans modification, par le lieutenant-gouverneur en conseil; et avis de cette approbation est donné dans la *Gazette officielle de Québec*.

Avis.

Cet avis indique le nom sous lequel le comité doit être désigné et l'endroit où est son siège social.

Preuve.

La publication est une preuve suffisante de la formation et de l'existence du comité et du nom sous lequel il doit être désigné.

Présomption de légalité.

La publication de l'avis crée une présomption *juris et de jure* établissant la légalité de tous les procédés relatifs à la formation et à l'existence du comité.

Amendements.

Tout amendement aux règlements du comité doit pareillement être transmis au ministre et n'a d'effet qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec ou sans modification. 4 Geo. VI, c. 38, a. 19.

Pouvoirs corporatifs:

20. A compter de la publication de l'avis prévu à l'article précédent, le comité constitue une corporation et a les pouvoirs, droits et privilèges généraux d'une corporation civile ordinaire.

Du seul fait de sa formation, il peut de droit:

Exercice des recours des salariés;

a) Exercer les recours qui naissent du décret en faveur des salariés qui n'ont pas fait signifier de poursuite dans un délai de quinze jours de l'échéance, et ce, nonobstant toute loi à ce contraire, toute opposition ou toute renonciation expresse

the administration of funds; fix its corporate seat; determine the name under which it shall be designated and, generally, draw up regulations for its internal management and the exercise of the rights conferred upon it by law.

Notwithstanding any provision to the contrary relating to the replacing of members of the committee contained in the regulations, any party to the agreement may, after the lapse of one year, replace any member appointed by such party. 4 Geo. VI, c. 38, s. 18.

Replacement of members.

19. The regulations contemplated in the previous section shall be transmitted to the Minister and are approved, with or without amendment, by the Lieutenant-Governor in Council; and notice of such approval shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Approval of regulations.

Such notice shall state the name under which the committee is to be designated and the place where its corporate seat is situated.

Notice.

Such publication shall be sufficient evidence of the formation and existence of the committee and of the name under which it is to be designated.

Evidence.

The publication of the notice creates a presumption *juris et de jure* establishing the legality of all the proceedings relating to the formation and existence of the committee.

Presumption of legality.

Every amendment to the committee's regulations must likewise be transmitted to the Minister and shall have effect only after approval by the Lieutenant-Governor in Council, with or without any change. 4 Geo. VI, c. 38, s. 19.

Amendments.

20. From and after the publication of the notice contemplated in the preceding section, the committee shall constitute a corporation and shall have the general powers, rights and privileges appertaining to ordinary civil corporations.

Corporate powers:

From the mere fact of its formation, it may, as of right:

a. Exercise all recourses arising out of the decree in favour of employees who have not caused a suit to be served within a period of fifteen days from the due date, and may do so, notwithstanding any law to the contrary, any opposition, or

Exercising employees' recourse;

ou implicite du salarié, et sans être tenu de justifier d'une cession de créance par l'intéressé, de le mettre en demeure, de lui dénoncer la poursuite, ni d'alléguer et de prouver l'absence de poursuite dans ce délai de quinze jours, ni de produire le certificat de qualification;

Reprise
d'ins-
tance;

b) Aux mêmes conditions, reprendre l'instance aux lieu et place de tout salarié qui, ayant fait signifier une telle poursuite, a négligé de procéder pendant quinze jours;

Pourcen-
tage;

c) Recouvrer tant de l'employeur que du salarié qui violent les dispositions d'un décret relatives au salaire, et de chacun d'eux une somme égale à 20% de la différence entre le salaire obligatoire et celui effectivement payé;

Compromis;

d) Effectuer tout règlement, compromis ou transaction jugé convenable dans les cas prévus aux trois paragraphes ci-dessus;

Secrétaire,
inspec-
teurs, etc.

e) Nommer un secrétaire, des inspecteurs et autres mandataires ou employés, et fixer leurs attributions et rémunérations. Toute personne ayant l'administration des fonds du comité doit fournir un cautionnement par police de garantie qui est transmise au ministre.

Inspection;

Le secrétaire et tout inspecteur peuvent de droit et en tout temps examiner le système d'enregistrement, le registre obligatoire et la liste de paye de tout employeur, en prendre des copies ou extraits, vérifier auprès de tout employeur et de tout salarié le taux du salaire, la durée du travail, le régime d'apprentissage et l'observance des autres dispositions du décret, requérir même sous serment et privément de tout employeur ou de tout salarié, et même au lieu du travail, les renseignements jugés nécessaires, et, tels renseignements étant consignés par écrit, exiger la signature de l'intéressé;

Affichage;

f) Par demande écrite adressée à tout employeur ou artisan, exiger qu'une copie à lui transmise de l'échelle des salaires rendus obligatoires, ou de toute décision ou règlement, soit affichée et maintenue affichée à un endroit convenable et de la façon prescrite dans la demande;

Système
d'enregis-
trement;

g) Par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec*, rendre obliga-

any express or implied renunciation by the employee, and without being obliged to establish an assignment of claim by the interested party, to put him in default, to inform him of the suit, or to allege and prove the absence of suit within such delay of fifteen days, or to produce the certificate of competency;

b. On the same conditions, continue suit in the place and stead of any employee who, having caused such a suit to be served, has neglected to proceed for fifteen days;

Continu-
ing suit;

c. Recover as well from the employer as from the employee who violate the provisions of any decree relating to wages, and from each of them, a sum equal to 20% of the difference between the obligatory wage and that actually paid;

Per-
centage;

d. Effect any settlement, compromise or transaction deemed expedient in the cases contemplated in the three foregoing paragraphs;

Settle-
ment;

e. Appoint a secretary, inspectors and other mandatories or employees, and determine their attributions and remuneration. Every person having the administration of the committee's funds must give security by a guarantee policy which shall be transmitted to the Minister.

Secre-
tary, etc.;

The secretary and any inspector may, as of right and at any time, examine the registration system, the compulsory register and the pay-list of any employer, take copies or extracts therefrom, verify as regards any employer and any employee the rate of wage, duration of work, apprenticeship system and observance of the other provisions of the decree; require, even under oath and privately, from any employer or employee, even at the place of work, all information deemed necessary, and, such information having been written down, exact the signature of the person concerned;

Inspection;

f. By demand in writing made to any employer or artisan, require that a copy sent to him of the scale of wages rendered obligatory, or of any decision or regulation, be posted up and kept posted up in a suitable place and in the manner prescribed in the demand;

Posting
up;

g. By regulation, approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*, render obli-

Registra-
tion
system;

toire, pour tout employeur professionnel, un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret;

Rapport mensuel; h) Par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*, obliger tout employeur professionnel à lui transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé;

Prélèvement; i) Par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec*, prélever de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul, les sommes nécessaires à l'application du décret; ce prélèvement est soumis aux conditions suivantes:

Estimé; 1° L'estimé des recettes et des dépenses doit être soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, en même temps que le règlement fixant la méthode et le taux du prélèvement;

Limite; 2° Le prélèvement ne doit jamais excéder un demi pour cent de la rémunération du salarié et un demi pour cent de la liste de paye de l'employeur professionnel;

Artisan; 3° Le règlement peut déterminer la base de calcul du prélèvement dans le cas de l'ouvrier ou artisan qui n'est pas au service d'un employeur professionnel, et déterminer que le prélèvement sera exigible de tels ouvriers ou artisans alors même qu'il n'est exigible que de l'employeur professionnel;

Retenue; 4° L'employeur professionnel peut être obligé de percevoir le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers;

Abrogation, modification; 5° Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps, par arrêté publié dans la *Gazette officielle de Québec*, mettre fin au

gatory for any professional employer a system of registration for any work which he controls or the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wage paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree;

h. By a regulation published in the *Monthly Quebec Official Gazette*, oblige any professional employer to transmit to him a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the regular and extra hours of labour done each week and the nature of such labour and the wage paid;

i. By a regulation approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*, levy upon the professional employer alone or upon both the professional employer and the employee, or upon the employee alone, the sums required for the carrying out of the decree; such levying to be subject to the following conditions:

1. The estimate of the receipts and expenses must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council at the same time as the by-law fixing the method and rate of the levy;

2. Such levy shall not exceed the one-half per cent of the employee's remuneration, and the one-half per cent of the professional employer's pay-list;

3. The regulation may determine the basis for the calculation of the levy in the case of a workman or artisan who is not serving a professional employer, and determine that the levy shall be collectable from such workman or artisan although demandable only from the professional employer;

4. The professional employer may be required to collect the levy imposed upon the employee by retaining same out of the wages of the latter;

5. The Lieutenant-Governor in Council may, at any time, by an order published in the *Quebec Official Gazette*, terminate the

prélèvement, en réduire ou en augmenter le taux;

Certificat d'aptitude des res-treintes;

j) Par résolution, accorder d'après la preuve jugée suffisante à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret;

Certificat de clas-sification.

k) Rendre obligatoire le certificat de classification pour les employés exemptés du certificat de qualification par l'article 36;

Jetons de présence.

l) Par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder à ses membres, en outre de leurs frais de déplacement, des jetons de présence n'excédant pas cinq dollars chacun, cette rémunération ne pouvant être versée pour plus d'une assemblée par semaine. 4 Geo. VI, c. 38, a. 20; 5 Geo. VI, c. 60, a. 2.

levy or reduce or increase the rate thereof;

j. By resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee of limited physical or mental fitness, a certificate authorizing him to work upon conditions determined and different from those contemplated in the decree;

Certifi-cate of limited fitness;

k. Render obligatory the certificate of classification for the employees exempted from the certificate of competency by section 36;

Certificate of classi-fication.

l. By regulation approved by the Lieutenant-Governor in Council, grant to its members, in addition to their travelling expenses, fees not exceeding five dollars for each attendance; such remuneration not to be paid for more than one meeting per week. 4 Geo. VI, c. 38, s. 20; 5 Geo. VI, c. 60, s. 2.

Atten-dance fees.

Rapport trimestriel.

21. Le comité doit transmettre au ministre un rapport trimestriel certifié par un comptable public résidant dans la province, de toutes sommes perçues et de leur emploi.

Rapport annuel.

Le comité doit également transmettre au ministre un rapport annuel de toutes ses activités.

Forme.

La forme de ces rapports est déterminée par le ministre.

Vérification.

Celui-ci peut, par inspecteur nommé par lui, vérifier ces rapports ou, en tout temps, faire enquête sur l'administration d'un comité ou de son bureau d'examineurs. Tel inspecteur a des pouvoirs analogues à ceux d'un inspecteur du comité.

Doubles des rap-ports.

Le comité doit garder des doubles de ces rapports et les exhiber à quiconque en fait la demande pendant les heures ordinaires de bureau. 4 Geo. VI, c. 38, a. 21; 5 Geo. VI, c. 60, a. 3.

Plaintes.

22. Le comité doit entendre et considérer toute plainte d'un employeur ou d'un salarié relative à l'application du décret et consignée par écrit 4. Geo. VI, c. 38, a. 22.

Existence de comité.

23. Après qu'un décret cesse d'être en vigueur, le comité continue d'exister et conserve ses pouvoirs pour l'accomplissement des objets pour lesquels il a été formé. 4 Geo. VI, c. 38, a. 23.

21. The committee shall transmit a quarterly report to the Minister, certified by a public accountant resident in the Province of Quebec, of all sums collected and of the employment thereof.

Quarterly report.

The committee shall also transmit to the Minister an annual report of all its activities.

Annual report.

The form of such reports shall be determined by the Minister.

Form.

The latter may, by an inspector appointed by himself, verify such reports or hold an inquiry, at any time, into the administration of a committee or of its board of examiners. Such inspector shall have powers similar to those of a committee's inspector.

Verifi-cation.

The committee must keep duplicates of such reports and show them to any person requesting same, during ordinary office hours. 4 Geo. VI, c. 38, s. 21; 5 Geo. VI, c. 60, s. 3.

Dupli-cates of reports.

22. The committee shall hear and consider any written complaint from an employer or from an employee respecting the carrying out of the decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 22.

Com-plaints.

23. After a decree has ceased to be in force, the committee shall continue to exist and shall retain its powers for the accomplishing of the objects for which it was formed. 4 Geo. VI, c. 38, s. 23.

Con-tinued commit-tee.

Emploi
des biens.

24. A l'extinction du comité, ses biens sont remis au ministre. Celui-ci peut cependant, en aucun temps après qu'un décret cesse d'être en vigueur, exiger la remise immédiate des biens du comité, et dans les deux cas, il peut les affecter à une oeuvre similaire désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil. 4 Geo. VI, c. 38, a. 24.

24. When the committee becomes extinct, its property shall be delivered to the Minister. The latter may, however, at any time after a decree ceases to be in force, require immediate delivery of the committee's property, and, in both instances, he may devote it to a similar work designated by the Lieutenant-Governor in Council. 4 Geo. VI, c. 38, s. 24.

QUALIFICATION DES SALARIÉS ET
EXERCICE DES RÉCLAMATIONS

COMPETENCY AND CLAIMS OF
EMPLOYEES

Règle-
ments.

25. Le comité peut, par règlement, rendre obligatoire un certificat de qualification pour tout salarié assujetti au décret, dans toute ou partie de la région déterminée par ce décret. 4 Geo. VI, c. 38, a. 25.

25. The committee may, by regulation, render a certificate of competency obligatory for every employee subject to the decree, throughout or in a part of the region determined in such decree. 4 Geo. VI, c. 38, s. 25.

Approba-
tion et
publica-
tion.

26. Ce règlement est assujetti aux dispositions de l'article 19 et entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Geo. VI, c. 38, a. 26.

26. Such regulation shall be subject to the provisions of section 19 and shall come into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette*. 4 Geo. VI, c. 38, s. 26.

Bureau
d'exami-
nateurs.

27. Le comité qui se prévaut de l'article 25 doit, par règlement, créer un bureau d'examineurs chargé de déterminer la qualification des salariés et d'émettre les certificats de qualification. 4 Geo. VI, c. 38, a. 27.

27. The committee which avails itself of section 25 must, by regulation, create a board of examiners to determine the competency of employees and to issue certificates of competency. 4 Geo. VI, c. 38, s. 27.

Hono-
raires.

28. Le comité peut exiger à titre d'honoraire une somme n'excédant pas deux dollars pour l'examen d'un ouvrier qualifié, et un dollar pour l'examen d'un apprenti. 4 Geo. VI, c. 38, a. 28.

28. The committee may charge, as a fee, not more than two dollars for the examination of a skilled workman, nor more than one dollar for the examination of an apprentice. 4 Geo. VI, c. 38, s. 28.

Durée de
certificat.

29. Le certificat émis en faveur d'un apprenti est valable pour la durée de son apprentissage, et celui émis en faveur d'un ouvrier qualifié est permanent et n'a pas besoin d'être renouvelé.

29. The certificate issued to an apprentice shall be valid for the period of his apprenticeship, and that issued to a skilled workman shall be permanent and shall not require to be renewed.

Effet.

Il détermine la qualification, sauf le cas prévu au paragraphe j de l'article 20. 4 Geo. VI, c. 38, a. 29.

It shall establish competency, except in the case contemplated in sub-paragraph j of section 20. 4 Geo. VI, c. 38, s. 29.

Emission
de certi-
ficats par
associa-
tions.

30. Le comité peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, permettre à une association de salariés d'émettre des certificats de qualification en faveur de ses membres, si cette

30. The committee may, by regulation approved by the Lieutenant-Governor in Council, allow an association of employees to issue certificates of competency to its members, if such association

association leur fait subir un examen.
4 Geo. VI, c. 38, a. 30.

requires them to undergo an examination.
4 Geo. VI, c. 38, s. 30.

Appel.

31. Si le comité refuse à une association le privilège qu'elle sollicite en vertu des dispositions de l'article précédent, il y a appel au lieutenant-gouverneur en conseil dont la décision est finale. 4 Geo. VI, c. 38, a. 31.

31. If the committee refuses to grant Appeal. an association the privilege sought for by the latter in virtue of the provisions of the preceding section, an appeal shall lie to the Lieutenant-Governor in Council whose decision shall be final. 4 Geo. VI, c. 38, s. 31.

Rapport mensuel.

32. L'association ainsi autorisée doit adresser au comité un rapport mensuel mentionnant les noms, prénoms et résidences des membres auxquels elle a accordé un certificat de qualification.

32. The association so authorized shall send a monthly report to the committee mentioning the surnames, Christian names and residence of the members to whom it has granted a certificate of competency. Monthly report.

Examens requis.

Le comité peut, par résolution, ordonner que tout certificat ainsi accordé soit non avenu, à moins que le titulaire ne subisse avec succès, et dans un délai déterminé, l'examen prévu devant le bureau des examinateurs. Cet examen est gratuit. 4 Geo. VI, c. 38, a. 32.

The Committee may, by resolution, order that any certificate so granted be voided, unless the holder successfully undergo, within a set delay, the examination provided for before the board of examiners. Such examination shall be free of charge. 4 Geo. VI, c. 38, s. 32. Examination required.

Appel.

33. Il y a appel au comité de toute décision d'un bureau d'examineurs, et ensuite au ministre dont la décision est finale. 4 Geo. VI, c. 38, a. 33.

33. An appeal from decision of a board of examiners shall lie to the committee, and thereafter to the Minister whose decision shall be final. 4 Geo. VI, c. 38, s. 33. Appeal.

Nécessité du certificat.

34. Dans les municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, aucun employeur ne peut utiliser les services d'un salarié assujetti au décret qui n'a pas obtenu ce certificat, et tel ouvrier ne peut, sans ce certificat, exercer son métier, industrie, commerce ou profession, ni se prévaloir d'un recours prévu par la présente loi ou par le décret, mais tout recours de droit commun lui est réservé. 4 Geo. VI, c. 38, a. 34.

34. In municipalities where a certificate of competency is obligatory, no employer may utilise the services of an employee subject to the decree who has not obtained such certificate and no such workman may, without such certificate, carry on his trade, industry, commerce or occupation, nor avail himself of any recourse provided under this act or under the decree, but every recourse at common law is open to him. 4 Geo. VI, c. 38, s. 34. Certificate necessary.

Certificat non obligatoire.

35. Dans les municipalités où le certificat de qualification n'est pas obligatoire, le salarié peut se prévaloir des recours prévus par la présente loi ou par le décret s'il est, d'après la coutume du métier, de l'industrie, du commerce ou de la profession, un ouvrier qualifié ou en stage d'apprentissage.

35. In municipalities wherein the certificate of competency is not obligatory, the employee shall have the right to avail himself of the recourses provided by this act or by the decree if, according to the custom of the trade, industry, business or occupation, he is a skilled workman or in the apprenticeship stage. Certificate not obligatory.

Apprentissage.

Pour les fins du présent article, la durée maximum de l'apprentissage est de quatre ans. 4 Geo. VI, c. 38, a. 35.

For the purposes of this section, the maximum duration of apprenticeship shall be four years. 4 Geo. VI, c. 38, s. 35. Apprenticeship.

Exemptions.

36. Les dispositions des articles 25 à 35 ne s'appliquent pas:

a) Aux manœuvres ou ouvriers non spécialisés; ni

b) Aux salariés munis d'une licence en vertu d'une loi de la Législature ou du Parlement du Canada; ni

c) Aux salariés qui travaillent comme commis ou comme employés de bureau, ni aux salariés dont le travail ne requiert pas d'apprentissage. 4 Geo. VI, c. 38, a. 36.

36. The provisions of sections 25 to 35 shall not apply: Exemption.

a. To labourers or workmen who do not specialize; nor

b. To employees holding a license under any act of the Legislature or of the Parliament of Canada; nor

c. To employees who work as clerks or office employees, nor to employees whose work requires no apprenticeship. 4 Geo. VI, c. 38, s. 36.

Prescription.

37. L'action civile résultant du décret ou de la présente loi se prescrit par six mois à compter de chaque échéance. Au cas de fausse inscription dans le registre obligatoire, le système d'enregistrement ou la liste de paye, ou de remise clandestine, ou de toute autre fraude, la prescription ne court à l'encontre des recours du comité qu'à compter de la date où le comité a connu la fraude. 4 Geo. VI, c. 38, a. 37.

37. Any civil action arising out of the decree or out of this act is prescribed by six months from the due date in each case. In the case of a false entry in the compulsory register, the system of registration or the pay-list, or of secret rebate, or of any other fraud, prescription shall run as against the committee's recourse, only from the date when the committee was aware of the fraud. 4 Geo. VI, c. 38, s. 37. Fraud.

Fraude.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PÉNALITÉ

GENERAL PROVISIONS AND PENALTIES

Exceptions.

38. La présente loi ne s'applique pas:

a) Aux exploitations agricoles;
b) Au travail exécuté par un salarié aveugle;

c) A l'exploitation d'un chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada. Cette dernière exemption ne s'étend pas à la construction ou reconstruction du chemin de fer ou des bâtiments qui en dépendent, ni à l'exploitation des hôtelleries qu'il peut posséder. 4 Geo. VI, c. 38, a. 38.

38. This act shall not apply to:

a. Agricultural exploitation;
b. Work done by a blind employee;

c. The operating of any railway company subject to the jurisdiction of the Parliament of Canada. This latter exemption does not extend to the construction or reconstruction of the railway or of the buildings which are dependencies thereof, nor to the operating of the hotels which it may possess. 4 Geo. VI, c. 38, s. 38.

Exceptions.

Liberté d'association.

39. Quiconque empêche, directement ou indirectement, un salarié de faire partie d'une association commet un acte illégal et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars, mais n'excédant pas cinquante dollars et des frais pour toute infraction subséquente.

Poursuites.

La poursuite peut être intentée par le ministre, le comité ou toute personne munie d'une autorisation écrite du procureur général. 4 Geo. VI, c. 38, a. 39.

39. Whosoever prevents directly or indirectly an employee from becoming a member of an association commits an unlawful act and shall be liable, upon summary proceeding, to a fine not exceeding twenty-five dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than twenty-five dollars but not exceeding fifty dollars and costs, for any subsequent offence. Freedom of association.

The suit may be brought by the Minister, by the Committee, or by any person having a written authorization of the Attorney-General. 4 Geo. VI, c. 38, s. 39. Suits.

Renvoi
abusif.

40. Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie un salarié,

a) A l'occasion d'un renseignement fourni aux représentants d'un comité et ayant trait à une convention, à un décret, à un règlement ou à une infraction aux dispositions de la présente loi,

b) A l'occasion d'une plainte ou dénonciation à ce sujet ou d'un témoignage dans une poursuite ou enquête s'y rapportant,

c) Dans l'intention de le réengager à un emploi inférieur et d'éluder ainsi les dispositions du décret en payant un salaire moindre,—

Commets un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars mais n'excédant pas cinquante dollars et des frais, pour toute infraction subséquente. 4 Geo. VI, c. 38, a. 40.

40. Every employer who, without good and sufficient reason, proof of which shall lie upon him, dismisses an employee, Unlawful dismissal.

a. By reason of giving any information to the representatives of a committee and respecting an agreement, a decree, a regulation or a violation of the provisions of this act,

b. By reason of a complaint or accusation respecting the same, or of testifying in a prosecution or investigation relating thereto,

c. With intent to re-engage him in an inferior employment and so evade the provisions of the decree by paying a smaller wage,—

Commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding twenty-five dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than twenty-five dollars but not exceeding fifty dollars and costs, for any subsequent offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 40.

Négligence
d'un
membre
du comité.

41. Tout membre d'un comité qui refuse ou néglige de remplir les devoirs de sa charge commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais. 4 Geo. VI, c. 38, a. 41.

41. Any member of the committee who refuses or neglects to fulfil the duties of his office commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding twenty-five dollars and costs. 4 Geo. VI, c. 38, s. 41. Negligence of a member of committee.

Entraves
à l'ins-
pection.

42. Tout employeur professionnel qui ne tient pas le système d'enregistrement, le registre ou la liste de paye obligatoires, tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir aux représentants d'un comité les renseignements prévus au paragraphe e de l'article 20, en la manière y prescrite, ou ne leur accorde pas sur demande, ou retarde à leur accorder, l'accès au lieu du travail, au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paie ou autres documents, tel que prévu au dit paragraphe, ou moleste, ou incommode, ou injurie lesdits représentants dans l'exercice de leurs fonctions, ou autrement met obstacle à tel exercice,—commet un acte illégal et est passible, pour la première infraction, d'une amende de vingt-cinq dollars et des frais; pour la seconde infraction, d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars mais n'excédant pas cinquante dollars et des frais; et pour toute infraction subséquente, des

42. Every professional employer who does not keep the compulsory registration system, register or pay-list, every employer or employee who refuses or neglects to furnish the representatives of a committee with the information contemplated in subparagraph e of section 20, in the manner therein prescribed, or does not grant them on request, or delays to grant them, access to the place where the work is being done, to the register, to the system of registration or to pay-list or other documents, as provided in said-paragraph, or molests or hinders or insults the said representatives in the performance of their duties, or otherwise obstructs such performance,—commits an unlawful act and shall be liable to a fine of twenty-five dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than twenty-five dollars but not exceeding fifty dollars and costs, for the second offence, and, for any subsequent offence, to the penalties provided in the Obstruction to inspection.

pénalités prévues à l'article suivant pour la première infraction. 4 Geo. VI, c. 38, a. 42; 5 Geo. VI, c. 60, a. 4.

following section for a first offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 42; 5 Geo. VI, c. 60, s. 4.

Fraude.

43. Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application d'un décret, transmet sciemment quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet un acte illégal et est passible d'une amende de pas moins de deux cents dollars mais n'excédant pas cinq cents dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de pas moins de cinq cents dollars mais n'excédant pas mille dollars et des frais, pour toute infraction subséquente.

43. Whosoever, knowingly, destroys, alters or falsifies any register, pay-list, registration system or any document dealing with the carrying out of a decree, or knowingly forwards any false or inexact information or report, or gives a false designation to the attribution of any wage in order to pay a lower wage, commits an unlawful act and shall be liable to a fine of not less than two hundred dollars but not exceeding five hundred dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than five hundred dollars but not exceeding one thousand dollars and costs for any subsequent offence.

Empri-
sonne-
ment.

A défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais susmentionnés, il doit être condamné à l'emprisonnement pour une période d'au moins un mois mais n'excédant pas trois mois, pour la première infraction et pour une période de trois mois pour toute infraction subséquente. 4 Geo. VI, c. 38, a. 43.

In default of immediate payment of the above-mentioned fine and costs, such person shall be sentenced to imprisonment for a term of not less than one month but not exceeding three months for the first offence, and for a term of three months for any subsequent offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 43.

Certificat
de quali-
fication.

44. Tout employeur ou salarié qui viole un règlement rendant obligatoire le certificat de qualification commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas cinq dollars et des frais pour la première infraction, et d'une amende de pas moins de cinq dollars mais n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais, pour toute infraction subséquente. 4 Geo. VI, c. 38, a. 44.

44. Every employer or employee violating the regulation making the certificate of competency obligatory commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding five dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than five dollars but not exceeding twenty-five dollars and costs for any subsequent offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 44.

Certificate
of com-
petency.

Remises
illégalles.

45. Quiconque, au moyen d'avantages ayant une valeur pécuniaire, accorde ou accepte une remise en réduction du salaire rendu obligatoire, ou participe à une semblable remise, commet un acte illégal et est passible d'une amende de pas moins de dix dollars mais n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de cinquante dollars et des frais pour toute infraction subséquente. 4 Geo. VI, c. 38, a. 45.

45. Whosoever, by means of benefits having a pecuniary value, grants or accepts any rebate reducing the wage made obligatory, or participates in such a rebate, commits an unlawful act and shall be liable to a fine of not less than ten dollars but not exceeding twenty-five dollars and costs for the first offence, and to a fine of fifty dollars and costs for any subsequent offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 45.

Unlawful
rebate.

Autres
infrac-
tions.

46. Quiconque viole un décret, un règlement rendu obligatoire ou une disposition de la présente loi, dans les cas non

46. Any person violating any decree, any regulation made obligatory, or any provision of this act, in cases not provided

Other
offences.

prévus aux articles précédents, commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas dix dollars et des frais. 4 Geo. VI, c. 38, a. 46.

for in preceding sections, commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding ten dollars and costs. 4 Geo. VI, c. 38, s. 46.

Tentative
et com-
plicité.

47. Quiconque tente de commettre un des actes illégaux ci-dessus prévus, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre un tel acte, est passible de la pénalité prévue pour tel acte. 4 Geo. VI, c. 38, a. 47.

47. Whosoever attempts to commit any of the illegal acts above provided, or aids or incites any person to commit or attempt to commit such an act shall be liable to the penalty provided for such act. 4 Geo. VI, c. 38, s. 47.

Attempts
and
accomplices.

Domma-
ges-inté-
rêts pour
renvoi
abusif.

48. Tout salarié congédié en violation des articles 39 ou 40, ou dans le but de l'obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu'il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l'employait, à titre de dommages-intérêts, l'équivalent d'un mois de salaire. La preuve que le salarié n'est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l'employait. 4 Geo. VI, c. 38, a. 48.

48. Every employee dismissed in violation of sections 39 or 40, or with the object of obliging him to accept a classification calling for a wage less than that which he is receiving, has the right to claim, from the person who employed him, as damages, the equivalent of one month's wages. Proof that the employee does not come within the requisite conditions to claim such right shall devolve upon the person who employed him. 4 Geo. VI, c. 38, s. 48.

Damages
for un-
lawful
dismissal.

LA PREUVE

PROOF

Authen-
ticité.

49. Dans une action civile ou pénale intentée en vertu de la présente loi, tous décrets, règlements et avis sont authentiques et font preuve de leur contenu s'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, à laquelle il suffit de référer, et dont la cour d'office est tenue de prendre connaissance. 4 Geo. VI, c. 38, a. 49.

49. In any civil or penal action brought in virtue of this act, all decrees and all regulations and notices are authentic and shall be proof of their contents if they have been published in the *Quebec Official Gazette* to which it shall be sufficient to refer, and whereof the court, of its own accord, shall be obliged to take cognizance. 4 Geo. VI, c. 38, s. 49.

Authen-
ticity.

Preuve
prima
facie.

50. Les registres de délibération d'un comité ou d'un bureau d'examineurs, et les certificats de qualification et autres documents émanant d'eux, et les copies certifiées par le secrétaire du comité prouvent leur contenu jusqu'à preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature, ni de la qualité des signataires. 4 Geo. VI, c. 38, a. 50.

50. The minute-books of the deliberations of a committee or of a board of examiners, and the certificates competency and other documents issued by them, and copies certified by the secretary of the committee, shall be proof of their contents until the contrary be proved, without it being necessary to prove the signature or capacity of the signatories. 4 Geo. VI, c. 38, s. 50.

Prima
facie
proof,

Dénon-
ciateur.

51. Aucune preuve n'est permise pour établir qu'une action ou poursuite prévue par la présente loi a été intentée à la suite d'une plainte d'un dénonciateur, ou pour découvrir l'identité de ce dernier. 4 Geo. VI, c. 38, a. 51.

51. No evidence shall be permitted with a view to establish that any action or suit contemplated by this act was brought following upon the complaint of an informer or to discover the identity of the latter. 4 Geo. VI, c. 38, s. 51.

Informer.

PROCÉDURE

PROCEDURE

Procé-
dure som-
maire.

52. Toute poursuite intentée devant les tribunaux civils, en vertu de la présente loi, est sommaire et instruite comme telle. 4 Geo. VI, c. 38, a. 52.

52. Every suit taken in virtue of this Act before the civil courts shall be summary and be brought as such. 4 Geo. VI, c. 38, s. 52.

Sum-
mary pro-
cedure.

Cumul.

53. Les recours de plusieurs salariés contre un même employeur peuvent être cumulés dans une seule demande, soit qu'elle émane à l'instance des salariés ou du comité et le total réclamé détermine la compétence tant en première instance qu'en appel. 4 Geo. VI, c. 38, a. 53.

53. The recourses of several employees against the same employer may be cumulated in a single demand whether emanating from the employees or from the committee, and the total claimed shall determine the competency of the court of original jurisdiction as well as of appeal. 4 Geo. VI, c. 38, s. 53.

Cumula-
tion.Remise
au comité.

54. Après la réception d'une réclamation du comité, un employeur ne peut acquitter valablement les sommes faisant l'objet de cette réclamation qu'en en faisant remise au comité. 4 Geo. VI, c. 38, a. 54.

54. After receiving a claim from the committee, the employer cannot validly pay the sums which are the object of such claim, save by handing them over to the committee. 4 Geo. VI, c. 38, s. 54.

Payment
to com-
mittee.Remise au
salarié.

55. Le comité remet aux salariés le montant net perçu en exerçant leurs recours, déduction faite du pourcentage prévu au paragraphe c de l'article 20. 4 Geo. VI, c. 38, a. 55.

55. The committee shall remit to the employees the net amount realized in exercising their recourses, after deducting the percentage provided for in subparagraph c of section 20. 4 Geo. VI, c. 38, s. 55.

Amount
remitted
to em-
ployee.Pourcen-
tage
ajouté.

56. Le pourcentage exigible de l'employeur peut être ajouté au montant de la demande formée par le comité, et doit également lui être accordé lorsque le comité reprend l'instance au lieu du salarié. 4 Geo. VI, c. 38, a. 56.

56. The percentage collectable from the employer may be added to the amount of the demand formulated by the committee, and must likewise be accorded to the committee when the latter continues suit in place of the employee. 4 Geo. VI, c. 38, s. 56.

Percent-
age
added.Annula-
tion de
contrats
fraudu-
leux.

57. Le comité peut également, si besoin est, joindre à sa poursuite une demande en annulation de tout contrat ou arrangement, ayant pour objet d'enfreindre ou éluder les dispositions de la présente loi ou d'un décret, effectué entre les salariés dont il exerce les recours et l'employeur ou des tiers, et ce, devant le tribunal compétent à raison du montant réclamé par le comité, et sans être tenu de mettre en cause les salariés. 4 Geo. VI, c. 38, a. 57.

57. The committee may also, if need be, join to its suit a demand for the cancellation of any contract or arrangement, intended to infringe or evade the provisions of this act or of a decree, effected between the employees whose recourses it is exercising and the employer or third persons, and this, before the court having jurisdiction by reason of the amount claimed by the committee and without being obliged to bring the employees into the suit. 4 Geo. VI, c. 38, s. 57.

Cancell-
ation of
fraud-
ulent
contract.Questions
sugges-
tives.

58. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 339 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à l'interroga-

58. The provisions of the second paragraph of article 339 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the

Leading
questions.

toire d'un salarié produit comme témoin par un comité si ce salarié est à l'emploi de la partie adverse. 4 Geo. VI, c. 38, a. 58.

examination of an employee produced as a witness by a committee if such employee be in the employ of the opposite party. 4 Geo. VI, c. 38, s. 58.

Expertise.

59. Au cas de contestation sur la qualification du salarié, la classification des opérations ou la durée du travail, dans une poursuite civile invoquant un décret, le tribunal doit, si demande en est faite par un comité demandeur, ordonner une expertise. 4 Geo. VI, c. 38, a. 59.

59. In the event of contestation of the employee's competency, the classification of operations or the hours of labour in any civil suit involving a decree, the court must, if thereunto requested by the committee-plaintiff, order a report by experts. 4 Geo. VI, c. 38, s. 59. Report by experts.

Poursuites pénales.

60. Les pénalités prévues par la présente loi peuvent être imposées au choix du poursuivant, sur poursuite sommaire, ou sur action pénale devant le tribunal civil compétent, selon le chiffre de la condamnation demandée.

60. The penalties provided in this act may, at the prosecutor's option, be imposed on summary proceeding, or by a penal action before a civil court of competent jurisdiction according to the amount of the condemnation sought. Penal suits.

Appel.

Au cas de poursuite sommaire, il y a droit d'appel quand l'amende prévue pour l'infraction est de deux cents dollars ou plus. 4 Geo. VI, c. 38, a. 60; 5 Geo. VI, c. 60, a. 5.

In the case of summary proceeding, an appeal shall lie when the fine provided for the offence is two hundred dollars or more. 4 Geo. VI, c. 38, s. 60; 5 Geo. VI, c. 60, s. 5. Appeal.

Poursuite par le comité.

61. Toute poursuite pénale doit être intentée par le comité, sauf disposition expresse au contraire. 4 Geo. VI, c. 38, a. 61.

61. Every penal action must be brought by the committee, unless there is an express provision to the contrary. 4 Geo. VI, c. 38, s. 61. Penal action by committee.

Prescription.

62. Toute poursuite pénale doit à peine de déchéance être intentée dans un délai de six mois à compter de l'infraction. 4 Geo. VI, c. 38, a. 62.

62. Every penal action must, under pain of forfeiture, be brought within six months from the date of the offence. 4 Geo. VI, c. 38, s. 62. Prescription.